

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

Chartres,

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CMS HIGH TECH**

ZI de la Trinodinière  
BP 39  
28480 Luigny

Références : 120/TTa/RAPVI/IC240626/VAT20240516  
Code AIOT : 0010000120

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2024 dans l'établissement CMS HIGH TECH implanté ZI de la Trinodinière BP 39 28480 Luigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite d'inspection réalisée dans le cadre d'un exercice POI

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CMS HIGH TECH
- ZI de la Trinodinière BP 39 28480 Luigny
- Code AIOT : 0010000120
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Installation de traitement de déchets dangereux

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Plans d'urgence

- Risque incendie
- Sécurité/sûreté
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Alarme incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.4	Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I point 5	/	Sans objet
2	Mise en œuvre des moyens lors du déclenchement du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
3	Conformité du contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V	/	Sans objet
5	Surveillance en permanence des installations de LI	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV-5	Avec suites, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Exercice POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS : Gestion des situations d'urgence
<b>Prescription contrôlée :</b>  5. Gestion des situations d'urgence [...] des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : (...) de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
<b>Constats :</b>

<p><b>Visite d'inspection réalisée dans le cadre d'un exercice POI</b></p> <p>Lors de l'exercice réalisé, les procédures décrites dans le plan d'opération interne ont été respectées par l'exploitant.</p> <p>Les éléments consignés par l'inspection des installations classées dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.</p> <p><b>Pas de non-respect constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Mise en œuvre des moyens lors du déclenchement du POI**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, est d'un scénario POI – test de la mise en œuvre des moyens de lutte</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Visite d'inspection réalisée dans le cadre d'un exercice POI</b></p> <p>L'exploitant a établi un Plan d'opération interne (POI). Ce document, mis à jour le 30 août 2024, a été testé le 17 septembre 2024 en présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'une vingtaine de pompiers,</li> <li>• de la sous-préfecture,</li> <li>• de la DREAL.</li> </ul> <p><b>Pas de non-respect constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Conformité du contenu du POI**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu du POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Annexe V : Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021</p> <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;</p> <p>b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre</p>

<p>à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</p> <p>e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;</p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p> <p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;</p> <p>h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;</p> <p>i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, « et portant sur les substances toxiques, » les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III « et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances ». Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p> <p>j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Visite d'inspection réalisée dans le cadre d'un exercice POI.</b></p> <p>Après consultation du POI, l'inspection des installations classées constate qu'il comporte l'ensemble des informations requises par l'arrêté ministériel du 26 mai 2024.</p> <p><b>Pas de non-respect constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Alarme incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Alarme incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un dispositif de détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est mis en place dans les cellules de liquides inflammables, les locaux techniques et les bureaux à proximité des stockages de liquides inflammables. Ce dispositif actionne une alarme perceptible en tout point du stockage couvert [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Visite d'inspection réalisée dans le cadre d'un exercice POI</b></p> <p>Lors de l'exercice, l'équipe d'inspection des installations classées n'a pas entendu d'alarme incendie depuis certaines zones et bâtiments dans lesquelles elle se trouvait.</p> <p>Les éléments consignés par l'inspection des installations classées dans le cadre de ce thème</p>

relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.

**Constat : Le dispositif d'alarme n'est pas perceptible en tout point des bâtiments.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 7 jours

#### N° 5 : Surveillance en permanence des installations de LI

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV-5

**Thème(s) :** Situation administrative, Surveillance en permanence des installations de LI

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 22/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 11/10/2024

**Prescription contrôlée :**

I. En dehors des heures d'exploitation de l'installation, une surveillance de toute installation contenant plus de 10 mètres cube de liquides inflammables en récipients mobiles, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre des mesures de levée de doute et de transmettre l'alerte en cas de sinistre. L'exploitant définit les mesures permettant l'accès et l'intervention des moyens publics dans les meilleures conditions possibles.

**Constats :**

**Visite d'inspection réalisée dans le cadre d'un exercice POI**

Lors de l'exercice POI, l'inspection des installations classées constate l'opérationnalité du système de vidéosurveillance. Ce système permet de surveiller l'ensemble des installations contenant plus de 10 mètres cube de liquides inflammables en récipients mobiles.

Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.

**Constat : la non-conformité de la visite d'inspection du 22 avril 2024 est levée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Annexe confidentielle**

**Non communicable au public**

**Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées**

Nature du caractère confidentiel :

Information sensible <sup>(1)</sup>

Secret industriel

Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. note ministérielle du 20 février 2018 et instruction du gouvernement du 06 novembre 2017). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 5

Information confidentielle :

**Visite d'inspection réalisée dans le cadre d'un exercice POI**

**Scénario** : Feu de nappe à la suite d'une fuite de vanne sur cuve de produit inflammable proche du bâtiment F.

**Chronologie de l'exercice :**

**9h28** : Mise en fonctionnement d'un fumigène dans la rétention des cuves F,

**9h29** : Visualisation de la fumée par un employé se trouvant dans le bâtiment de distillation F. Fermeture des fenêtres et appel du chef d'équipe,

**9h30** : Inspection visuelle du Chef d'équipe,

**9h31** : Déclenchement du canon à balayage automatique,

**9h33** : Mise en place du canon mobile. Ce dernier est en dehors des flux thermiques,

**9h35** : Alimentation du canon mobile et mise en place d'une lance à l'arrière de la rétention en feux. La façade ouest du bâtiment F est refroidie par le canon mobile,

**9h37** : Appel du SDIS,

**9h49** : Arrivée des premiers camions du SDIS (caserne local),

**10h02** : Arrivée des renforts SDIS,

**10h23** : A la demande du SDIS, les produits liquides sont évacués du bâtiment F,

**10h34** : Point de situation avec l'ensemble des intervenants (SDIS, Service de l'état, CMS HIGH TECH...),

Les procédures décrites dans le plan d'opération interne sont respectées (Rôles des équipes, hiérarchies des actions...),

Le numéro d'astreinte de BUREAU VERITAS en charge du plan de prélèvements environnementaux post accident a été testé avec succès.

**Constat : Pas de non-respect constaté.**

L'inspection des installations classées alerte l'exploitant sur la nécessité d'organiser des exercices POI en l'absence du directeur des opérations (DOI) habituel afin d'entraîner les équipes à un mode dégradé.

Nom du point de contrôle : Alarme incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.4

Information confidentielle :

**Visite d'inspection réalisée dans le cadre d'un exercice POI.**

L'équipe d'inspection des installations classées, située en cellule de crise de CMS HIGH-TECH (bâtiment H) ainsi qu'entre les stockages couverts des bâtiments G et F n'a pas entendu d'alarme incendie.

**Constat : Le dispositif d'alarme n'est pas perceptible en tout point des bâtiments.**

Nom du point de contrôle : Surveillance en permanence des installations de LI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV-5

Information confidentielle :

**Constat de la visite d'inspection du 22 avril 2024**

En réponse au constat de la précédente inspection, l'exploitant indique que le document n° 505 a été révisé le 15 juin 2023. Après consultation, il s'avère que ce document est à jour.

Le jour de la visite, l'inspection des installations classées constate la présence d'un dôme permettant une vidéosurveillance à 360° situé au centre du site. Cependant, les bâtiments F et G, qui stockent plus de 10 m3 de liquides inflammables ne sont toujours pas visibles depuis cette caméra.

La non-conformité relevée lors de l'inspection précédente est toujours d'actualité. Pour rappel, au jour de l'inspection, le bâtiment F et G ne possède pas encore de détection incendie.

**Visite d'inspection du 27 septembre 2024, réalisée dans le cadre d'un exercice POI**

En réponse au constat de la précédente inspection, l'exploitant transmet, le 30 juillet 2024, le bon de commande pour la mise en place d'un système de vidéosurveillance comprenant 11 caméras de vidéosurveillance, dont une caméra 90° fixe couvrant



l'ensemble du stockage extérieur de la zone F.

Lors de l'exercice POI, l'inspection des installations classées constate l'opérationnalité du système de vidéosurveillance. Ce dernier couvre l'ensemble des bâtiments stockant plus de 10 m3 de liquides inflammables.

**Constat : la non-conformité de la visite d'inspection du 22 avril 2024 est levée.**